

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
Réf. D.A.G.E./3 - FF

ARRETE PREFECTORAL complémentaire levant
l'obligation de garantie financière de remise en état
pour la carrière exploitée par la société RAZEL à
LESQUIN ET LEZENNES

**LE PREFET DE LA REGION NORD-PAS-DE-
CALAIS, PREFET DU NORD,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU
MERITE**

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le Code Minier,

Vu la loi n° 93-3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières et ses décrets d'application n° 94-484, 94-485, 94-486 du 9 juin 1994,

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié le 16 janvier 2002, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article 34,

Vu la nomenclature des installations classées modifiée le 30 avril 2002,

Vu le dossier de notification d'arrêt définitif d'exploitation de la carrière exploitée par la société RAZEL à Lesquin et Lezennes,

Vu le rapport de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 23 janvier 2004 ;

Vu l'avis de la Commission Départementale des Carrières dans sa séance du 6 mai 2004

Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

L'obligation de garantie financière de remise en état instituée par l'article 22 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 février 1999, pour l'exploitation par la Société RAZEL, ci-après dénommée l'exploitant, de la carrière de craie et de limon à Lesquin et Lézennes, est levée à compter de la date de signature du présent arrêté.

L'original de l'acte de cautionnement du 01 avril 1999 d'un montant de 688 000 F TTC (104 884,92 Euros) jusqu'au 10 février 2001, est restitué à l'exploitant et le présent arrêté est adressé à la caution solidaire : NATEXIS Banque – 45 Rue Saint Dominique 75007 PARIS.

ARTICLE 2 – PUBLICITE

Le présent arrêté accompagné par l'original de l'acte de cautionnement, est notifié à l'exploitant. Une copie de cet arrêté est déposée à la Mairie de Lézennes et de Lesquin pour y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la Mairie de Lézennes et de Lesquin, procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins de Monsieur le Maire des communes de Lézennes et de Lesquin.

Un avis est inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 3 – VOIES DE RECOURS (article L 514-6)

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours :

- devant le Tribunal Administratif de Lille par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de quatre ans à compter de sa date de publication ou d'affichage ;
- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4 – EXECUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord, Monsieur le Maire de Lesquin, Monsieur le Maire de Lézennes, Monsieur l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont l'ampliation sera adressée à Monsieur le Maire de Lesquin, Monsieur le Maire de Lézennes, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, ainsi que la caution solidaire : NATEXIS Banque –
Centre de traitement - BP 36709 - 75426 PARIS Cédex

Fait à LILLE, le 27 mai 2004

LE PREFET,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général Adjoint,

Christophe MARX

Pour ampliation
P/Le Chef de Bureau Délégué

Fabrice FALVO